



Etablissement public
du Marais poitevin

Comité de pilotage du site Natura 2000 Marais poitevin Le 22 janvier 2014 à Benet (85)

Eléments de contexte

Chronologie et rappels

L'esprit et la finalité du réseau Natura 2000 : Il s'agit d'un réseau de sites à l'échelle européenne qui vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent. Avec près de 25 000 sites terrestres et marins, il s'agit du plus vaste maillage de sites protégés au monde. Les Etats membres de l'Union Européenne sont chargés chacun en ce qui le concerne de prendre les mesures nécessaires à la bonne conservation de ces habitats et de ces espèces sur leur territoire national. Ils ont donc une obligation de résultats et non une obligation de moyens. Charge à chaque Etat membre de définir la méthode qu'il souhaite mettre en œuvre pour l'identification des sites et leur mode de gestion. La France a fait le choix d'une démarche contractuelle, volontaire et concertée.

L'objectif poursuivi par le réseau Natura 2000 est de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales. Il contribue donc à l'objectif général, d'un développement durable. Le maintien de cette biodiversité peut, dans certains cas, requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines.

1979 : entrée en vigueur de la Directive Oiseaux. Directive européenne qui prévoit la mise en place des ZPS (Zones de Protection Spéciales) afin de conserver les populations d'oiseaux sauvages à l'échelle européenne. Elle liste en Annexe 1, un certain nombre d'espèces dont l'état de conservation est jugé fragile ou préoccupant à l'échelle européenne. Les Etats membres sont chargés de définir sur leur territoire les zones importantes pour la conservation des oiseaux sauvages, en tenant compte notamment de l'importance de ces zones pour les espèces listées à l'annexe 1, ce sont les ZPS. On vise donc ici par la création de ces ZPS la préservation des habitats des espèces d'oiseaux. *[un habitat d'espèce est un habitat utilisé par une espèce à un moment donné de son cycle biologique, ex : nourrissage, repos, reproduction, hivernage, migration]*

1989 : les associations de protection de la nature et de l'environnement fédérées au sein de la Coordination de Défense du Marais Poitevin déposent une plainte contre la France auprès de la Cours de Justice des Communautés Européennes (CJCE) pour manquement à l'application de la Directive Oiseaux dans le Marais poitevin.

1992 : entrée en vigueur de la Directive Habitats, Faune, Flore. Cette seconde directive complète la précédente et prévoit les mêmes dispositions que la directive Oiseaux pour certains habitats naturels (forestiers, côtiers, humides, aquatiques, pastoraux, etc.) dont la répartition ou l'état de conservation à l'échelle européenne sont jugés préoccupants. Elle

englobe selon les mêmes critères des espèces de la faune et de la flore (hors oiseaux). A l'instar des ZPS, la Directive Habitat prévoit la mise en place de ZSC (Zones Spéciales de Conservation) sur l'ensemble du territoire européen. Les Etats membres sont chargés de définir ces zones à l'échelle du territoire national. *[on parle ainsi d'espèces ou d'habitats d'intérêt communautaire]*

Ces deux types de zonages se complètent pour former le réseau Natura 2000. Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites désignés au titre de ces deux directives. Le réseau est donc constitué tout à la fois de ZPS (directive Oiseaux) et de ZSC (directive Habitats, Faune, Flore).

[Il n'est pas rare de voir les deux types de zonage (ZPS + ZSC) se superposer selon les enjeux de certains territoires. C'est notamment le cas du Marais poitevin et des zones humides en général qui constituent des espaces complexes et riches d'un point de vue de la biodiversité (oiseaux, habitats, faune et flore). L'importance des zones humides n'est pas uniquement liée au fait que ces espaces soient plus riches en espèces mais aussi au fait que ces espaces occupent des superficies réduites à l'échelle européenne (superficie qui ont notablement diminué depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle à l'échelle européenne et mondiale).]

1999 : la procédure de contentieux lancée en 1989 aboutit : la France est condamnée par la Cours de Justice des Communautés Européennes pour manquement à l'application des dispositions de la directive Oiseaux de 1979 sur le Marais poitevin. La commission européenne considère en effet que la directive entre en vigueur dès lors qu'elle est adoptée à l'échelle européenne. Au milieu des années 80, la France n'avait en effet désigné en ZPS que la Pointe d'Arçay et la Réserve Naturelle Nationale de Saint Denis du Payré, soit environ 1 000 ha. En particulier, il est reproché à l'Etat français de n'avoir pas désigné de surfaces suffisamment importantes dans le Marais poitevin et de n'avoir pas pris les mesures de protection nécessaires à la conservation des habitats d'espèces d'oiseaux sauvages alors que le Marais poitevin présentait un intérêt majeur avéré pour les oiseaux sauvages, notamment en période d'hivernage et de migration.

2001 : en réponse à la condamnation de l'Etat français, une mission d'inspection dirigée par Pierre Roussel aboutit à la proposition d'un plan d'action pour le Marais poitevin. La mise en œuvre de Natura 2000 est une composante importante de ce plan. La rédaction du premier DOCOB (document d'objectifs) Marais poitevin est engagée.

2003 : adoption par l'Etat et les collectivités territoriales du plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin pour une durée de 10 ans. Approbation par arrêté préfectoral du préfet de région Poitou-Charentes du DOCOB Marais poitevin suite à 2 années de concertation et de médiation territoriale. Après quelques ajustements finaux, le site Natura 2000 Marais couvre finalement 68 000 ha, il est composé d'une ZPS (directive Oiseaux) interrégionale et de 2 ZSC (directive Habitats) régionales dont les périmètres se superposent à 100%. C'est l'un des plus grands sites Natura 2000 terrestres de France. Il se place au 6^{ème} rang des ZPS (Zones de Protection Spéciale) terrestres.

2004 : Constitution de la COSYMDHA qui fédère au sein d'une association loi 1901 les syndicats de marais du Marais poitevin de Vendée (aujourd'hui Fédération des Syndicats de Marais du Marais poitevin). La COSYMDHA, les Fédérations de Chasse de Vendée, Charente-Maritime et Deux-Sèvres et la FDSEA 85 déposent un recours gracieux devant le tribunal administratif de Poitiers pour demander l'annulation de l'arrêté préfectoral d'approbation du DOCOB Marais poitevin.

2006 : le recours en contentieux de la COSYMDHA, de la FDSEA et des Fédérations de Chasse est rejeté par le Conseil d'Etat.

2009 et 2010 : relance de la dynamique Natura 2000 par la préfecture de région Poitou-Charentes suite aux conclusions du rapport d'évaluation du plan gouvernemental à mi-parcours. Les cahiers des charges permettant le lancement de la contractualisation (Contrats de gestion Natura 2000 et chartes Natura 2000) sont approuvés par le COPIL (comité de pilotage) Natura 2000 Marais poitevin. C'est la dernière fois que le COPIL s'est réuni. Le COPIL était présidé par le préfet de région Poitou-Charentes.

2010 : la France est condamnée par la CJCE en avril 2010 pour manquement à l'application des dispositions de la directive «Habitats » sur le territoire Français. La Directive Habitats de 1992 dispose dans son article 6 que les projets, programmes ou travaux pouvant impacter le bon état de conservation d'un site désigné au titre du réseau Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation de leur incidence en regard des enjeux de conservation au titre de Natura 2000. L'Etat français réagit la même année par l'adoption d'un décret listant les projets, programmes ou travaux devant faire l'objet d'une évaluation d'incidence au titre de Natura 2000, une première liste locale est mise en place en complément de la liste nationale.

2011 : création de l'EPMP. Le décret de 2010 concernant l'évaluation des incidences Natura 2000 est complété par un second décret demandant la mise en place d'une seconde liste locale des projets, programmes ou travaux devant faire l'objet d'une évaluation des incidences au titre de Natura 2000. Les projets, programmes ou travaux listés ne sont pas encadré par un régime d'autorisation réglementaire. Il s'agit de la liste des projets propres à Natura 2000. Signature des premiers Contrats de gestion Natura 2000, principalement portés par le Parc du Marais poitevin et le Conservatoire d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes.

2012 : arrêté interpréfectoral transférant les compétences d'opérateur pour le site Natura 2000 Marais poitevin et la présidence du COPIL à l'EPMP. Mise à jour de la liste des membres du COPIL (environ 270 membres) et validation des cahiers des charges au titre de la directive Habitats. Signature de nouveaux contrats Natura 2000 financés par le PITE géré par l'EPMP.

2013 : le PIMP est désigné animateur du site Natura 2000 Marais poitevin pour le compte de l'EPMP sur la période 2013-2015 à l'issue d'une procédure de consultation. Publication de la seconde liste locale des projets, programmes ou travaux soumis à évaluation des incidences au titre de Natura 2000 pour le département de la Vendée. Poursuite de la mise en œuvre des contrats Natura 2000.

2014 : premier comité de pilotage présidé par l'EPMP en janvier. Lancement du marché pour l'évaluation du DOCOB Marais poitevin et lancement du marché pour sa réécriture.

Dates des précédents comités de pilotage Natura 2000 Marais poitevin:

- | | |
|-----------------------------|-------------------------------|
| • copil 1 : 11 avril 2001 | • copil 5 : 05 novembre 2004 |
| • copil 2 : décembre 2001 | • copil 6 : 28 juin 2005 |
| • copil 3 : 27 mai 2003 | • copil 7 : 15 septembre 2009 |
| • copil 4 : 24 octobre 2003 | • copil 8 : 15 novembre 2010 |